

# **National Grand Débat**

## **Montigny-le-Bretonneux et Guyancourt**

### **(débat modéré par l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines)**

Mercredi 20 Février 2019 (19h00-22h00)

#### **I – Transition écologique**

---

##### Propositions :

- La consommation des bâtiments publics est un enjeu primordial (elle représente 40% de notre consommation d'énergie) – Réserver une partie de la taxe carbone aux territoires pour financer la transition écologique.
- Développer la permaculture (agriculture à haute densité biologique – cela permettrait d'éviter la perte d'espèces d'oiseaux par exemple).
- Proposer une taxe carbone proportionnelle aux revenus (appliquer le quotient familial sur ce que l'on consomme).
- Multiplier les transports 2.0 – Réfléchir collectivement à des solutions plurielles (vélos, bus...)
- 58% des flottes de véhicules sont des véhicules d'entreprise - il est proposé de modifier la fiscalité pour proposer des primes de mobilité aux salariés qui ont des véhicules de fonction plutôt que des voitures (ie : le système anglais car allowance ou voiture au choix), pour les encourager à l'utilisation des transports en commun.
- Nous savons que le taux d'emploi par habitant à SQY est élevé – la plupart des salariés ni habitent pas – pourquoi ne pas penser la desserte des transports en commun avec les territoires (hors SQY) dont sont issus les citoyens qui travaillent à SQY.
- Les ressources non renouvelables s'épuisent → Réfléchir à un quota d'énergie CO2 individuel par an. Au-delà cette consommation individuelle, penser à une taxation (ie sur le modèle des taxes poubelles individualisées au poids d'ordures déposées)
- Prendre l'habitude de rouler en vélo – Etude sur l'utilisation du vélo : jusqu'à 6KM de déplacement autour de chez soi, le vélo est plus rapide que la voiture.
- Il y a de plus en plus d'immobilier neuf – il est nécessaire de proposer des politiques publiques qui favorisent l'habitat passif ou à énergie positive.
- L'économie ne s'oppose pas à la transition écologique – il faut repenser notre approche pour adopter une décentralisation totale du pouvoir.
- Instaurer un quota de la tonne carbone – mieux décentraliser les pouvoirs permettraient davantage de discernement et une meilleure promotion des circuits courts.
- Ne pas oublier qu'au-delà des énergies renouvelables classiques (éoliens, etc...) il existe des énergies qui ne sont pas encore exploitées tel que la « Mer ».
- L'écologie passe par des prises de conscience individuelle (développer des gestes pour trier les déchets).
- Prendre exemple sur Montréal : la ville s'est emparé des toits, jardins pour développer les énergies renouvelables et les cultures alimentaires en ville. Permet aussi de créer du lien social
- Développer les espaces de coworking – Ouvrir les bureaux non utilisés dans le privé/publics pour permettre aux citoyens de travailler près de leur domicile et éviter qu'ils utilisent leur voiture.
- Fin de la civilisation tout carbone – aborder la question de la déconstruction industrielle ex : Usine à cafard pour retraiter les déchets.
- Développer l'habitat collectif participatif.

- Transition énergétique écologique : beaucoup trop de contrainte en France - On a une vision unitaire et électro nucléaire – la transition écologique est créatrice d'emplois
- Il y a 10 ans on nous disait qu'il était nécessaire de passer de l'essence au diesel car l'essence était nocive pour la planète. On nous joue à nouveau le même scénario avec l'électrique.

#### Questions :

- A quoi servent les 750 millions que nous avons injecté dans la transition écologique ? Quid du recyclage des batteries ? Que va-t-on faire des déchets nucléaires ? Pourquoi ne pas promouvoir les transports collectifs ?
- Pourquoi nos vieux diesel partent en Afrique ? Quel intérêt financier et économique ? Pourquoi culpabiliser des personnes qui n'ont pas d'autres moyens que la voiture pour se déplacer alors que nos avions polluent, des entreprises polluent, etc.....

## **2 – La fiscalité et les dépenses publiques**

---

#### Propositions :

- Réformer le régime de succession en France – Il est injustifié de recevoir de gros héritages.
- GAFA : Taxer les GAFA.
- Vendre les 100 000 appartements de fonctions (200millions d'euros d'économie)
- Davantage traquer l'évasion et la fraude fiscale et au lieu de mettre en place des dispositifs pour traquer les fraudes aux prestations sociales. Augmenter la construction des HLM
- Rétablir la FlatTax.
- Mise en place d'un système d'imposition universel et faire payer l'impôt aux français qui se sont expatriés.

#### Remarques :

- 282 impôts et taxes, beaucoup trop d'impôts réduire à une centaine.
  - Surpris par l'intitulé de la thématique ... pourquoi pas l'appeler « Investissement publiques » plutôt que dépenses publiques.
  - L'éducation est créatrice de richesse – mieux investir : cesser de fermer les écoles – taux d'encadrement très important par rapport aux restes des pays européens.
  - Faire un vrai travail sur le recrutement de nos professeurs – par ailleurs le métier n'est plus attractif.
  - Comment peut-on imaginer que la dépense soit supérieure aux recettes.
  - Pension d'invalidité – depuis l'augmentation de la CSG moins de pouvoir d'achat.
  - La France n'a jamais été aussi riche – et pourtant entre 5 à 9 millions de pauvres
  - Si on baisse les dépenses, nous réduisons l'impôts, nous aurons donc moins de services.
- Nous exigeons des villes un déficits égal à zéro – Pourquoi l'état ne s'applique pas la même exigence.
  - Flattax = 30% : décomposé en 17% de cotisations et donc 12,5% d'imposition sur le capital (injustice pour ceux qui ont moins comparé à ceux qui gagnent plus).

### **3 – La démocratie et la citoyenneté**

---

#### Propositions :

- Une réduction du nombre de parlementaires est nécessaire mais avec une augmentation des moyens qui leur permettront de mieux contrôler le gouvernement.
- Intégrer une dose de proportionnelle aux élections législatives.
- Limiter dans le temps le nombre de mandat.
  
- Introduire une dose de proportionnel
- Introduire le vote blanc dans le décompte de nos voix et trouver une réponse au vote blanc
- Plusieurs interrogations sur le rôle du Sénat ? et du CESE ?
- Assemblée avec citoyens tirées au sort – faire de place aux referendums à la condition qu'il ne se transforme pas en exécutoire.
- Institutionnaliser le Grand Débat chaque année
- Réformer les élections municipales – quand le maire démissionne au bout deux ans c'est un adjoint qui récupère le mandat. Est-ce démocratique ?
- Réfléchir à d'autres mécanismes de vote
- Rendre le vote obligatoire

#### Questions :

- Les députés européens ont voté contre le glyphosate et on a repoussé l'interdiction du glyphosate. Pourquoi ? les lobbys sont trop puissants à Bruxelles
- A quoi sert le vote blanc ? Quelle est son utilité ?

#### Remarques :

- Les agglomérations ont de plus en plus de pouvoir et ne sont pas élus au scrutin universel direct.
- On a de la chance d'être dans une démocratie comparée à d'autres pays
- Crise de la représentativité : FN/ FI représente 40% des voix et seulement 27 députés.
- C'est à l'échelle locale qu'on peut redonner le gout à la politique et de l'engagement.
- Davantage considérer l'avis des citoyens dans la fabrication de la loi.
- Nous ne voulons pas que les élus prennent les décisions seuls sans rendre des comptes: instauration du RIC serait une solution

### **4 – L'organisation de l'Etat et des services publics**

---

- Réduire le milles feuilles (réduire le nombre des cantons/fusions des certains départements ou suppression des départements serait plus simple/ et ensuite repenser les régions).
- Remettre des plans quinquennaux pour les grandes orientations de la France.
- 60% des français souhaitent moins de fonctionnaire ce qui implique moins de service.
- Réinventer la réinsertion sociale et sociétale des personnes qui ont subi des peines de prison. Présenter un rapport sur ce sujet.
- On laisse de côté les outres mers - les services publics se dégradent.
- Rationalisation des services publics – les services publics se numérisent et pourtant on garde les fonctionnaires.
- Réforme de la fonction publique : qu'il y ait un ministre de la fonction.
- Il a fallu que des citoyens manifestent pour que le président de la république comprenne le pays.

- Supprimer les privilèges des anciens présidents.
- Développer des services publics itinérants : gérer par les collectivités.